

L'ASSÉ depuis sa création

Par Héroïse Moysan-Lapointe

Été 2000

Des militant-e-s réfléchissent informellement sur le mouvement étudiant au Québec

Automne 2000 : dernier Congrès du MDE

Événement pas très surprenant, le lieu est une occasion de discussion pour définir le futur projet de syndicat de combat. Quelques conclusions sont tirées : La future association étudiante de lutte devra avoir une tendance plus clairement syndicale (de combat, évidemment), et accorder une plus grande importance aux régions.

Quelques rencontres se tiennent, certaines formelles, certaines informelles, visant à définir ce que sera l'ASSÉ. Les futurs membres travaillent ensemble à la préparation des rencontres du Forum des Associations étudiantes et coordonnent leurs campagnes. Ces associations sont celles de Maisonneuve, St-Laurent, Drummondville, auxquelles se joignent quelques personnes de l'UQAM, et de Matane au début. Ces associations rédigent une proposition de statuts et règlements de l'ASSÉ qui servira de base au Congrès de fondation.

En parallèle : Boycott de la taxe à l'échec

Les associations « « « s'organisent » » » dans le Forum des Associations Étudiantes, une instance ponctuelle et sans structure. À l'automne, le seul dossier à être concrètement pris en charge est le boycott de la taxe à l'échec (TAE). Le boycott est organisé pour la rentrée 2001 et connaîtra un succès suffisant pour imposer un rapport de force ponctuel face aux administrations et à l'état.

Les associations étudiantes les plus impliquées dans la coordination : Lévis-Lauzon au début, puis, principalement, Vieux Montréal et Ste-Foy pour le reste de l'année. Si officiellement, chaque association est égale au Forum des Assos, il devient évident que certaines prennent des positions de leader et d'autres de suiveuses.

Fondation et mise sur pied

Premiers balbutiements

L'ASSÉ est officiellement fondée le 25 février (à Sherbrooke) par l'adoption des Statuts et règlements. Avaient droit de vote au Congrès les associations qui avaient adopté la proposition de Statuts et règlements en assemblée générale et celles qui avaient adopté de tenir une campagne d'affiliation au courant de la session. Cette mesure avait pour but de s'assurer que les décisions qui seraient prises sur ce que serait l'ASSÉ seraient votées par des associations ayant déjà soumis le projet à leurs membres. La mesure assura en effet que le Congrès reposait sur un engagement sérieux et légitime. Les associations qui n'avaient pas de tel mandat pouvaient évidemment s'exprimer, et leur opinion était consultée par la prise systématique de votes indicatifs (toutes les associations avaient droit de vote) précédant les votes formels (seulement les associations avec mandats) sur chaque décision. Le Congrès a compté une cinquantaine de personnes provenant de plus de 23 associations. Pour permettre la mise sur pied progressive des instances de l'ASSÉ, plusieurs mesures transitoires sont adoptées, principalement la formation d'un comité de transition chargé d'assurer les tâches de l'exécutif et du Conseil InterRégional (CIR). Le comité de transition s'acquittera à peu près de sa tâche, avec pour principales difficultés la distance (un membre étant de Québec), le double mandat (certains-e-s d'entre eux et elles sont exécutant-e-s au niveau local et national) et l'absence de bureau (un lieu commun de travail).

Des campagnes d'affiliation se tiennent dans plusieurs associations. Les campagnes de mobilisation ont déjà été prises en charge par d'autres instances et par les associations étudiantes locales (TAE et Sommet des Amériques).

Des luttes étudiantes en parallèle

Au début de la session d'hiver, la campagne d'opposition au sommet des Amériques prend de plus en plus d'importance. L'organisation logistique évince un peu les débats idéologiques. La multitude des actions rend possible d'éviter le sujet en laissant le choix à chaque militant-e (situation bien particulière que ne se reproduira probablement pas...).

Des coalitions se forment avec différentes tendances et sur différentes bases : Opération Québec Printemps 2001, Groupe Opposé à la Mondialisation des Marchés (Montréal) CLAC, CASA (auxquels on doit les consultations préparatoires), Table de convergence dont s'est depuis scindé CAP Monde, Comités Étudiants (prenant en charge des tâches

logistiques spécifiques, soit logement, bouffe, secourisme, propagande, etc. ...) c'est l'effervescence !!

Le mouvement de boycott a connu un certain succès auprès des étudiantes et des étudiants et aussi un certain succès médiatique, mais le Forum des assos n'est pas en mesure d'augmenter les moyens de pression. Le Forum décide de s'embarquer dans un processus de grenouillage juridique médiocre et stupide qui aura pour seul résultat de mener l'association de Ste-Foy dans un gouffre financier. C'est une triste démonstration de l'incapacité du Forum des asso à organiser une campagne sur tous ses aspects.

Vers la fin de la session, des rumeurs de récupération du dossier par la FECQ se confirment. Elle qui avait promis lors d'un de ses CA de ne pas s'ingérer dans le dossier. profitera en effet de l'été pour conclure une entente avec le MEQ qui retire la TAE mais donne plus de pouvoirs aux cégeps pour expulser ou mettre sous conditions des étudiantes et étudiants en situation de « trop d'échec » et qui appuie à 100% les Plans de Réussite et diplomation (évaluation institutionnelle, habilitation, compétition etc... se cachent derrière ces derniers). On voudrait bien y faire quelque chose, mais il est trop tard, en plein été, pour réagir.

Après le sommet des Amériques...

Lors du premier Congrès annuel, on adopte le principe de grèves générales continentales. Cette idée restera en toile de fond. Devant le succès de la lutte contre la mondialisation capitaliste, on se propose de mener une large campagne de mobilisation contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché. L'automne est relativement calme (à l'exception d'une tentative d'occupation (bureau fédéral de placement étudiant et de l'industrie et du commerce, centre de commerce mondial) qui se termine prématurément dans le poivre de cayenne.) La campagne de mobilisation se poursuit et aboutira en une assez belle manifestation (21 février 2002 à Québec, 3000 personnes).

Ce qui suit cette manifestation est par contre une décevante mais prévisible dégringolade des moyens de pression : Occupation logistiquement réussie mais sans effet (14 mars, Communication Québec), arrestation massive le lendemain lors de la manifestation contre la brutalité policière (15 mars, Montréal, plus de 300 arrêté-e-s), manifestation ratée (3 avril, Sorel-Tracy, comté du ministre Simard (son bureau de comté est occupé, mais les occupantes et occupants doivent quitter les lieux avant l'arrivée de la manifestation, ce qui n'a pas un effet très mobilisateur).

Campagne Bas les masques – À bas la ZLÉA

Lors du Congrès annuel, le principal élément du plan d'action est une manifestation dans le cadre du projet de grèves continentales contre la ZLÉA. L'organisation commence lentement pendant l'été (la rencontre Pan-Canadienne des associations étudiantes contre la ZLÉA stimule le reste du Canada (au grand détriment de la FCEE-Canada, qui n'aime pas voir ses membres prendre un virage à gauche à l'image de sa section québécoise). Quelques réunions suivent. Le 5 octobre, un grand forum des associations étudiantes, pour la première fois collégial et universitaire, a lieu au Cégep Vieux Montréal. On voit clairement deux groupes se diviser : radicaux et corporatistes : les premiers, dont l'ASSÉ, veulent une manifestation contre tout le processus de mondialisation néolibérale, voire même dans une perspective anti-capitaliste (ASÉ-UQAM, socio-UQAM), les seconds veulent une manifestation contre l'inclusion de l'éducation dans la ZLÉA. Les premiers l'emportent, mais la fin du forum ne clos pas la question, et c'est seulement après la manifestation que l'on peut clairement affirmer que les risques de récupération sont derrière nous. Fait comique, la FEUQ finance un avion à bannière « Non à la ZLEA. »

L'ASSÉ acquiert une grande crédibilité de l'événement. Bien que plusieurs auront probablement tendance à l'oublier, c'est l'ASSÉ qui a été l'initiateur de ce mouvement au Québec.

Un petit bout de réflexion

Si l'on compare l'état du mouvement étudiant avant et après la fondation de l'ASSÉ, on remarque quelques différences. Avant la fondation de l'ASSÉ, il est vrai que les associations étudiantes militantes et organisées faisaient preuve de plus d'autonomie et d'initiative. Après tout, si les associations ne montaient pas de campagnes sur différents dossiers, personne n'était là pour le faire à leur place. Les responsables aux dossiers externes prenaient le temps de se rencontrer entre les diverses réunions, discutaient parfois formellement et parfois informellement autour de bières et de cafés. Cependant, puisque rien n'assurait de continuité, moins d'associations étaient militantes et organisées, et l'organisation de toutes les campagnes demandait énormément d'énergie. De plus, les réunions ponctuelles étaient souvent pénibles et exigeantes pour tous et toutes, car il fallait sans cesse revenir sur les mêmes sujets, à chaque fois qu'une nouvelle association se joignait au groupe. L'ASSÉ permet depuis d'assurer plus de formation tout au long de l'année. L'existence d'une organisation permanente, qui dispose de locaux et d'un budget assure plus de constance dans les actions et crée un lien entre les associations étudiantes qui militent activement pour un système d'éducation public, gratuit, laïque et accessible à tous et toutes et non discriminatoire.